

## LA POSITION DU PREMIER MINISTRE

**L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest):** Monsieur le Président, puis-je poser au premier ministre cette question? Ai-je raison de croire que le premier ministre dit aux Canadiens et, en particulier, aux 4,000 travailleurs concernés, que, à son avis, tous ces emplois ont disparu et son gouvernement va se contenter d'un dédommagement au lieu de protéger les emplois dans le secteur des bardeaux? C'est ce qu'il dit au pays.

● (1430)

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, je dis exactement le contraire. J'affirme que le parti libéral espère que ces emplois n'existent plus . . .

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Nunziata:** Voyons!

**M. Mulroney:** C'est là votre espoir.

**Des voix:** À d'autres!

**M. Mulroney:** C'est tout ce qu'espère le parti libéral. Il espère pouvoir exploiter les malheurs d'autrui.

**M. Tobin:** Vous ne sauriez voir la vérité même si elle vous sautait aux yeux.

**M. Mulroney:** Nous adoptons une position mûrement réfléchie tendant à sauver ces emplois en Colombie-Britannique . . .

**M. Tobin:** Vous ignorez ce qu'est la vérité.

**M. Mulroney:** . . . et à assurer un meilleur accès à ces marchés.

**Des voix:** Oh, oh!

**Des voix:** Bravo!

**M. Nunziata:** Vous êtes un parfait imposteur.

**M. Gauthier:** En effet!

**M. Nystrom:** Un vrai Pinocchio.

**M. le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît. Le député de Skeena.

## LA POSITION D'UN SYNDICAT

**M. Jim Fulton (Skeena):** Monsieur le Président, j'adresse ma question au premier ministre. Je veux qu'il y réponde très directement et avec beaucoup de circonspection. Je viens de rencontrer des représentants du Syndicat international des travailleurs du bois d'Amérique, ainsi que de l'industrie des bardeaux. Ils nous ont bien précisé dès le début de la réunion qu'ils rejettent catégoriquement la proposition du gouvernement en matière d'indemnisation. Le chef de notre parti a été expulsé à cause de cela.

Le premier ministre pourrait-il éclaircir le point suivant. Veut-il dire aux Canadiens de l'industrie des bardeaux que lorsque ceux-ci l'ont rencontré ils lui ont assuré qu'ils soutenaient inconditionnellement la position du gouvernement au sujet de l'indemnisation?

**M. Epp (Provencher):** Il n'a jamais dit cela.

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, j'ai dit à mon collègue exactement la même chose qu'au chef de son parti. Je n'ai jamais tenu de tels propos. J'ai

## Questions orales

dit que la réunion a commencé dans un esprit d'entente et de coopération. Les syndicats et l'industrie ont déclaré qu'ils approuvaient ce que le gouvernement du Canada a fait. Je n'ai jamais laissé entendre qu'ils soutenaient toutes les mesures que le gouvernement du Canada a prises ou envisage de prendre. C'est ce que j'ai dit à l'honorable chef du NPD et je le répète au député.

## LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**M. Jim Fulton (Skeena):** Monsieur le Président, la seule proposition qu'a formulée le gouvernement actuellement porte sur l'indemnisation. Le premier ministre pourrait-il prendre la parole pour dire aux représentants de l'industrie des bardeaux et du SITBA quelle partie de la position du gouvernement ils soutiennent? Il n'a pas eu le courage de téléphoner au président Reagan et de lui dire de renoncer à ces mesures.

**Des voix:** Bravo!

**Des voix:** C'est vrai!

**M. le Président:** À l'ordre.

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, cela va contrarier le NPD, je le sais, mais cette réunion a été constructive et les participants se sont montrés coopératifs.

**Des voix:** Bravo!

**M. Mulroney:** Des représentants des syndicats, du patronat et du gouvernement se sont entretenus d'une façon sérieuse et réfléchie en vue de trouver une solution aux problèmes de la Colombie-Britannique. Personne n'a fait de sermons, ni formulé de calomnies, ni porté d'accusations. Nous cherchions une solution. Il s'est agi d'un effort concerté de la part de toutes les parties concernées.

## LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

**M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell):** Monsieur le Président, je vais tenter ma chance en essayant d'obtenir la vérité, cet après-midi. Ma question, sur le même sujet, s'adresse au premier ministre. Qu'est-ce qui a changé depuis vendredi, vu que le gouvernement est maintenant prêt à accepter la perte de ce secteur et de ses 4,000 emplois, alors qu'il y a quelques jours seulement il réclamait une abolition complète des droits? Pourquoi ce revirement?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, rien ne nous a fait changé d'avis, rien qui n'empêche qu'un gouvernement raisonnable agisse sur plusieurs fronts dans une affaire aussi complexe. C'est une grave question qui touche les emplois et l'avenir de beaucoup de personnes. D'importantes négociations sont en cours. Il existe aux États-Unis des pressions pour que l'on impose des mesures protectionnistes. Il n'est pas facile de résoudre une telle question. Toutefois, nous travaillons avec les syndicats, les gestionnaires et les gouvernements en cause pour essayer de parvenir à une solution. Notre position n'a pas changé. Nous ouvrons de nouvelles possibilités, sur différents fronts, pour essayer d'aider ceux qui sont touchés.